

Conseil Municipal
Séance du 8 décembre 2005
Débat d'Orientations budgétaires 2006
Jean-François Boyé, Conseiller municipal

Monsieur le Maire, Chers collègues,

Vous soulignez dans votre rapport de présentation le contexte, notamment au plan des finances locales, mauvais pour la préparation du budget 2006. Effectivement, la politique du gouvernement de Monsieur de Villepin est mauvaise. Tous les clignotants sont au rouge. Extension de la précarité, maladroitement masquée par le développement des petits boulots Borloo, croissance au point mort et véritable agression antisociale contre le pays.

De cette politique ultra libérale, dont le credo est uniquement la rentabilité financière, découlent de graves difficultés et inquiétudes pour de nombreux Isséens. Dans une telle situation, leur attente est forte de réponses à leurs difficultés.

Pour les conseillers municipaux communistes, le budget communal 2006 doit impérativement prendre en compte la réalité vécue par les Isséens et non pas quelques privilégiés. Il doit être marqué fortement par une grande ambition sociale, dans la lutte pour l'emploi, la solidarité, faire reculer la précarité, pour la réussite scolaire et un habitat accessible à tous.

Ce n'est malheureusement pas ce que vous vous nous annoncez !

Nous préférerions qu'il en soit autrement car vous le savez, les communistes votent toujours les mesures positives pour les populations.

Concernant votre projet de budget, à part quelques bribes d'infos relatives à la Petite Enfance, une nouvelle fois peu d'informations précises sont données sur la réalité du prochain budget.

Ce budget semble s'inscrire dans le prolongement des précédents et ne répond pas aux exigences sociales de l'heure. Le compte n'y est pas.

D'ailleurs, votre refus de réaliser les logements sociaux attendus par les Isséens les plus modestes, alors que nous le demandons depuis des années est éloquent.

Pourtant, la Ville a les moyens financiers pour une ambition sociale plus forte. La richesse économique de la commune évoquée dans le document et le recours à l'emprunt devraient permettre à la Ville de viser cet objectif et de ne pas se situer en accompagnement ou relais de la politique gouvernementale actuelle.

C'est l'esprit dans lequel les conseillers communistes abordent ce débat d'orientation budgétaire et que je souhaite à présent revenir sur le détail de vos analyses.

DE NOUVELLES INQUIETUDES SUR LE PRODUIT DE LA TAXE PROFESSIONNELLE

Principale richesse de la ville, le produit de cet impôt qui a été transféré à l'intercommunalité, est menacé de toute part.

Ainsi, la mise en place par l'Etat d'un prétendu « bouclier fiscal » va conduire à nouveau plafonnement de cet impôt.

De même, la dotation de compensation de la taxe professionnelle sera réduite par le gouvernement pour réaliser de nouvelles économies sur le dos des communes.

Surtout, il ne faut pas oublier, malgré votre présentation avantageuse de la réalité, l'accélération des délocalisations qui frappent le secteur de l'informatique et qui menace les entreprises implantées à Issy. A l'image de la société HP menacée par un plan social et visant à faire disparaître 1250 emplois en France ou de Chronopost.

Enfin, si la Ville a pu obtenir de l'intercommunalité, une dotation de solidarité communautaire, on imagine que la montée en puissance de l'immobilier de bureaux à Meudon amènera cette ville à exiger, à son tour, sa part du gâteau et donc une réduction de la part de la taxe professionnelle reversée à Issy. Déjà, la mise en place de l'intercommunalité a provoqué une baisse des recettes de la ville.

	2002	2003 (création de l'intercommunalité)	2005 (estimation)
Impôts (recettes de fonctionnement)	73,5	69,9	68

Bref, il est évident que la TP est une richesse dont la source est appelé à se tarir et cela d'autant plus que vous vous faites les propagandistes inlassables, par choix idéologique, de la baisse des impôts.

DES CHARGES EN AGGRAVATION, MAIS MASQUEES PAR DES TRANSFERTS A L'INTERCOMMUNALITE

Deuxième point, pour masquer l'élévation des emprunts et des charges, vous transférez à l'intercommunalité de nombreux coûts.

Cela ne change rien fiscalement puisque celles-ci continueront d'être supportées, fiscalement, par les Isséens. Mais ce nettoyage des dettes et des dépenses de fonctionnement permet de rendre plus présentable un budget communal.

L'EXEMPLE DES EMPRUNTS

Ainsi, si l'on réintègre dans le budget communal, les emprunts nécessaires pour payer le Palais des sports, on constate que le stock de dette est très supérieur à la période antérieure à la mise en place de l'intercommunalité 2001 à 2003. Et il devrait encore progresser du fait de la montée annoncée des taux d'intérêts.

	2001	2002	2003 (création intercommunalité)	2005
Stock global de dette au 31/12/05	44,5 ME	45,6	46,1	50,88 en intégrant les emprunts du Palais des Sports à Arc en Seine (9,8 ME)

C'est donc une baisse en trompe l'œil que vous nous présentez.

L'EXEMPLE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

C'est vrai encore dans le domaine des dépenses de fonctionnement. Le transfert de l'école de musique et du service économique à l'intercommunalité, vous permet de présenter un budget faisant apparaître une stabilité des dépenses de fonctionnement.

En réalité, pour les contenir, et en particulier du fait des besoins mécaniquement générés par la hausse des salaires liées à l'avancement des agents, vous soumettez tous les services à une politique de rationnement accru.

Cette rigueur est incompatible avec le maintien de la qualité du service, elle se traduit par une pression toujours accrue sur le personnel communal.

Pour faire croire à une stabilisation des dépenses de fonctionnement, la ville a transféré de nombreuses dépenses sur l'intercommunalité :

	2001	2002	2003 (création de l'intercommunalité)	2004	2005 (estimation)
Total dépenses de fonctionnement	79,50	88,30	90,80	87,50	88

PRIVATISATIONS A OUTRANCE

Cette pression s'exerce encore par le biais de la privatisation de services ou la menace de nouvelle privatisation.

Ainsi, « l'externalisation » des ressources humaines et des crèches participe de cette logique libérale qui vise à transférer au secteur marchand des activités d'intérêt général. Elle n'implique aucune amélioration prouvée du service offert mais procède du vieil adage cher aux libéraux à la tête de la Mairie : « *on privatise les profits et on nationalise les pertes* ».

Ces privatisations se traduisent par des conditions de travail dégradées, à l'image du ramassage des ordures ménagères qui ne se fait plus que par un seul agent alors qu'ils étaient deux avant. Cette mesure est responsable des embouteillages derrière les bennes à ordures dans les rues étroites de la ville.

Le transfert à l'intercommunalité de nombreuses compétences désorganise les services, est inefficace et provoque une dégradation des conditions du travail. C'est pour toutes ces raisons que la Ville a du reprendre au plan municipal, la gestion de l'astreinte.

DES INVESTISSEMENTS EN BERNE

En matière d'investissement, vos orientations 2006, exprimée en quatre lignes sur un document de 18 pages, traduisent le net ralentissement de vos ambitions. Ainsi, les dépenses d'équipements baissent de près de la moitié par rapport à l'an passé. C'est dire combien la cure d'amincissement est sévère !

	2004	2005	2006 (estimations)
Evolutions des dépenses d'équipements	28	26	16

CRECHES, DES EQUIPEMENTS QUI FONT CRUELLEMENT DEFATS

Seules 25% des demandes de places en crèche sont satisfaites.

Pourtant, la Ville continue de bétonner et d'attirer massivement des populations qui auront un besoin vitale de places en crèche et d'équipements publics qui font cruellement défaut. Ainsi, la ville qui comportait en 2003, 63 000 habitants et 70 000 emplois devrait encore gonfler puisqu'on prévoit 70 000 Isséens en 2015.